

Pour éviter que la social-écologie se noie dans le calcul, ou Les valeurs commandent nos choix, mais on ne mesure pas ces valeurs

Jean-Marie Harribey

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2011/05/31/pour-eviter-que-la-social-ecologie-se-noie-dans-le-calcul-ou-les-valeurs-commandent-nos-choix-mais-on-ne-mesure-pas-ces-valeurs>

31 mai 2011

Dans un livre publié ce printemps, *Social-écologie* (Flammarion, 2011), Éloi Laurent entreprend de montrer que « c'est bien à l'interface avec la question sociale que se joue désormais la question écologique » (p. 20). L'« articulation » entre les deux questions est indispensable car « nos sociétés seront plus justes si elles sont plus soutenables, et elles seront plus soutenables si elles sont plus justes » (p. 20). L'auteur poursuit une réflexion qu'il avait amorcée avec Jean-Paul Fitoussi dans *La nouvelle écologie politique, Economie et développement humain* (Seuil, 2008) pour montrer comment la démocratie permet d'avancer en même temps vers un monde plus juste et plus écologique. On souscrita pleinement à cette vision de la soutenabilité à la fois sociale et écologique.

Cependant, une surprise nous attend. Dans *La nouvelle écologie politique*, les deux économistes de l'OFCE écrivaient : « On peut donc décider d'une croissance aussi forte que l'on veut (donc d'un prélèvement correspondant sur les stocks de ressources) à condition de disposer d'un niveau de connaissances suffisant pour assurer la pérennité du système. » (p.54). Dans *Social-écologie*, Éloi Laurent écrit : « Si nous sommes privés des services que nous rendent gracieusement des écosystèmes dont la munificence s'épuise, toute notre intelligence ne suffira pas à leur substituer des artefacts pour satisfaire nos besoins élémentaires : respirer, boire, manger, contempler. » (p. 11). À l'évidence, ces deux phrases disent exactement le contraire l'une de l'autre.

On pourrait se dire qu'Éloi Laurent a abandonné la conception faible de la soutenabilité du développement qui sous-tendait la première thèse : conception dite faible car elle postule qu'on épuise certes la nature mais que le savoir-faire humain saura engendrer un progrès technique capable de remplacer cette nature épuisée. Et on pourrait donc en conclure que l'auteur adopte une conception plus sage et plus réaliste de soutenabilité forte, rejetant la possibilité de substituer continûment de la technique aux ressources naturelles. En réalité, ce n'est pas certain car, si Éloi Laurent veut placer son essai dans le sillage des réflexions contemporaines sur la complexité (Edgar Morin), la justice (John Rawls) et la démocratie (Amartya Sen), son argumentation économique s'inscrit dans le paradigme de la théorie néoclassique de l'environnement dominant aujourd'hui le monde académique, qui estime suffisant de réinternaliser les externalités. C'est aussi celle que l'on retrouve à la base des travaux de redéfinition du bien-être que la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi a synthétisés dans son rapport publié en 2009.^[1] On me pardonnera, j'espère, de revenir une nouvelle fois sur quelques questions dont les réponses convenues brouillent visions et messages de tous côtés.

Une conception fautive de la richesse et de la valeur

Toute théorie économique est fondée sur une conception particulière de la richesse et de la valeur. La conception qu'Éloi Laurent retient est celle du courant néoclassique dite de la valeur-utilité. C'est, selon cette thèse, l'utilité des choses qui mesure leur valeur économique. Mais comment mesure-t-on l'utilité ? Ça, personne n'en a la moindre idée et les économistes néoclassiques n'ont jamais résolu cette énigme. Et pour cause, puisque l'utilité ne se mesure pas. Pourtant, Éloi Laurent nous offre une perle : « L'élasticité de l'utilité marginale de la consommation est la *variation en pourcentage de l'utilité* résultant de la variation en pourcentage de la consommation » (p. 42, souligné par moi).

Pourquoi insister sur les failles de cette thèse de la valeur-utilité ? Parce qu'elle conduit tout droit aux politiques de marchandisation de la nature et elle enlève une grande partie de leur pertinence aux critiques qui ne rompent pas radicalement avec la croyance que l'on peut rendre commensurables des choses qui appartiennent à des registres différents.

Voici ce qu'écrit Éloi Laurent : « Mais, pour peu que l'on dépasse les approches les plus simplistes, la valorisation économiques des ressources naturelles révèle un vaste champ éthique : une espèce animale ou végétale peut avoir une valeur d'usage, directe (alimentation, contemplation) ou indirecte (pollinisation ou régulation du climat), une valeur de non-usage (la "valeur d'existence"), une valeur d'option (la possibilité d'utiliser la ressource à l'avenir), une valeur de quasi-option (une valeur encore inconnue peut se révéler à l'avenir), ou encore une valeur de legs (le fait de transmettre la ressource à autrui). Correctement estimée, la "valeur économique" va donc bien au-delà de l'utilité immédiate : elle est le produit complexe de toutes ces valeurs. » (p. 51). Éloi Laurent reprend mot pour mot la thèse énoncée depuis plusieurs décennies par les théoriciens néoclassiques de l'environnement. Malheureusement, cette thèse ne *vaut* rien.

D'une part, elle croit possible d'additionner des éléments dont la mesure résulte de la prise en compte des coûts de la production réalisée par l'homme et des éléments qui ne sont pas produits et qui, en outre, relèvent du qualitatif ou de valeurs éthiques *non évaluables*. D'autre part, elle reprend un concept de l'économie politique classique, la valeur d'usage, en la vidant de tout son contenu puisque, de Smith et Ricardo à Marx qui ont développé une intuition d'Aristote, la valeur d'usage est irréductible à toute valeur monétaire. Autrement dit, faire croire qu'on élargit la notion de valeur économique en y intégrant des aspects qui n'en relèvent pas est un non-sens, pour ne pas dire une mystification. S'il s'agissait d'une simple erreur tenant aux définitions ou au vocabulaire, on pourrait la considérer comme mineure. Mais ce parti pris a une portée catastrophique. Si tout peut être *économiquement évalué*, alors tout peut être considéré comme du capital. Et, à l'instar de tous les néoclassiques, Éloi Laurent considère que le capital économique, le capital humain, le capital social et le capital naturel sont additionnables puisqu'ils relèvent d'une procédure de calcul analogue. Leur somme doit donner la véritable richesse des nations. Au sein de celle-ci, le capital naturel représente « 44 trillions de dollars » au titre de « la valeur commerciale des terres cultivées, des forêts, des minéraux et de l'énergie du monde » (p. 72).

Cette approche est aujourd'hui celle qui domine dans les instances internationales, par exemple lors de la Conférence des parties sur la biodiversité qui s'est tenue à Nagoya en octobre 2010. Et dans le rapport de l'Union européenne « L'économie des écosystèmes et de la biodiversité » (2008) dirigé par Pavan Sukhdev, la notion clé est également celle de la « valeur des services rendus par les écosystèmes. La préface de l'auteur débute ainsi : « Tout ce qui est très utile (l'eau, par exemple) n'a pas nécessairement une valeur élevée et tout ce qui a beaucoup de valeur (par exemple, un diamant) n'est pas forcément très utile. Cet exemple illustre non pas un mais deux importants défis d'apprentissage auxquels la société est aujourd'hui confrontée. Tout d'abord, nous en sommes encore à apprendre la "nature de la valeur", à mesure que nous élargissons notre concept de "capital" pour englober le capital humain, le capital social et le capital naturel. En reconnaissant l'existence de ces autres formes de "capital" et en cherchant à les accroître ou les préserver, nous nous rapprochons de la durabilité. Par ailleurs, nous nous efforçons toujours de découvrir la "valeur de la nature". La nature est une source de valeur importante au quotidien mais il n'en demeure pas moins qu'elle n'apparaît guère sur les marchés, échappe à la tarification et représente un défi pour ce qui est de l'évaluation. Nous sommes en train de nous apercevoir que cette absence d'évaluation constitue une cause sous-jacente de la dégradation observée des écosystèmes et de la perte de biodiversité. »[\[2\]](#)

On voit le tour de passe-passe qui se déroule en plusieurs phases. *Primo*, on décrète que tout est réductible à de l'économique parce que la monnaie est, dit-on, capable d'homogénéiser les biens et les bienfaits. *Deuzio*, on assimile une mesure (contestable) de la valeur d'un stock au flux de « services rendus par les écosystèmes ». C'est la confusion qui apparaît dans la précision donnée par Éloi Laurent : « le capital naturel [inclut] les *produits* des forêts, les terres arables et les sous-sols » (p. 71, souligné par moi). *Tertio*, on affirme que, puisqu'on connaît désormais la « valeur des services rendus par les écosystèmes », on peut mieux les protéger puisqu'on mesure la « valeur de la nature ». La Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi avait utilisé la même rhétorique pour avaliser le nouvel indicateur phare de la Banque mondiale, l'épargne nette ajustée, et accréditer l'idée qu'on disposait ainsi d'une nouvelle mesure du progrès et du bien-être, plus élaborée que le fruste PIB.

Chacune des phases de ce raisonnement est prise en défaut. Parce que la théorie de la valeur-utilité n'a aucune espèce de pertinence et que les néoclassiques le savent bien, ces derniers croient tourner la difficulté en multipliant les artifices dont le plus évident est que ce qui est appelé couramment maintenant « valeur des services rendus par la nature » ne peut jamais refléter que l'ensemble des coûts de production occasionnés par l'utilisation de la nature, qui n'ont strictement rien à voir avec une prétendue « valeur économique intrinsèque de la nature », laquelle est un non-sens absolu. La preuve ? Elle est contenue dans la citation ci-dessus d'Éloi Laurent qui parle de « la valeur commerciale de l'énergie du monde » : celle-ci intègre-t-elle l'énergie solaire ou bien se contenterait-on – car on ne peut faire plus – de compter la valeur économique des applications industrielles de cette source énergétique et des autres sources ?

Une confusion entre le registre économique de la valeur et le registre éthique des valeurs

Lorsqu'on lit qu'il faut « préserver des ressources dont nos descendants ne pourront jouir que si nous ne les anéantissons pas » (p. 45), on ne peut qu'approuver totalement. Mais on ne sait

plus quoi penser de la suite : « Le choix d'inclure les générations à venir [...] est donc bien *un choix éthique révélé par l'analyse économique dynamique* » (p. 45, souligné par moi). Cela signifie-t-il que la manière dont on calcule, dont on compte via la monnaie, représente les choix éthiques que l'on a arrêtés auparavant, ou bien que la limite de notre capacité de mesurer toute chose restreint de fait l'ampleur et la pertinence de nos choix éthiques ? Dans le premier cas, c'est supposer qu'on peut donner à ces choix non seulement une expression quantitative, mais une expression quantitative exhaustive. Dans le second cas, le calcul économique borne nos choix éthiques, pire, il les dicte. Dans les deux cas, on fait fausse route.

Comment sortir de ces contradictions inextricables ? Dans le film de Vincent Glenn, *Indices* (2011), Jean Gadrey, interrogé par le réalisateur, dit : « Il faut trouver des indicateurs reflétant les finalités, les valeurs de la société. » Je pense que cette formulation est au moins ambiguë car elle entretient la confusion entre valeur économique et valeurs éthiques. Et, en langue française, la polysémie du mot *valeur* n'arrange pas les choses. Patrick Viveret a raison de rappeler que « la "valeur", en latin, signifie "force de vie" » (dans FAIR, « La richesse autrement », *Alternatives économiques*, Hors-série poche, n° 48, mars 2011, p. 8). Et il ajoute : « Derrière toute idée de la valeur, il y a des valeurs. » Sans doute derrière l'*idée*, mais est-ce aussi vrai pour la mesure ?

Comment avancer un peu plus sur cette délicate question ? J'ai rapporté dans *Raconte-moi la crise* (Le Bord de l'eau, 2009, chapitre 11, « Le prix des choses et les choses de prix ») une anecdote au sujet d'une de mes mésaventures au sein du monde universitaire. Soutenant mes travaux devant un parterre de sommités académiques, l'une d'elles m'attaque d'entrée en disant : « À quoi peut vous servir la théorie de la valeur-travail, à laquelle vous vous référez, pour prendre en compte la question écologique ? » Une autre sommité enchaîne aussitôt : « Le prix du poisson pêché en grandes quantités par d'immenses chalutiers baisse, et la théorie de la valeur-travail ne peut en rendre compte. » Je répondis, avant de me faire renvoyer sèchement à mes chères études : « Le prix du poisson baisse tant que la productivité des pêcheurs augmente, mais dès que la ressource commence à se raréfier, le prix s'envole proportionnellement aux efforts à fournir pour continuer de le pêcher. Un démenti aux économistes ignorant la valeur-travail et méconnaissant l'écologie, car la valeur-travail est un indicateur du travail et des ressources économisés ou bien gaspillés. C'est une tout autre question que d'attribuer un prix à la nature qui ne pourrait être que fictif, ainsi que le reconnaissent eux-mêmes tous les économistes néoclassiques. Et c'est parce que la nature n'a pas de prix qu'il faut la préserver. La richesse dépasse donc par son périmètre celui de la valeur. »

Le terrible malentendu, au sein de l'écologie politique, au sujet de la théorie dite de la valeur-travail vient du fait que, tant chez ses adversaires que chez certains de ses partisans, on trouve l'idée fautive que le travail étant la seule source de la valeur, cela supposerait que le travail se déroule sans rapport à la nature. Or rien n'est plus faux que cette interprétation : sans la nature, l'homme ne peut rien produire, mais la valeur économique est une catégorie anthropologique – et non pas naturelle – qui se déploie dans un cadre socio-historique. La théorie de la valeur-travail explique-t-elle tout ? Absolument pas : elle ne concerne, au niveau global^[3], que la sphère des marchandises.

Certains observateurs des transformations socio-techniques contemporaines, par exemple dans les produits informatiques et culturels, croient repérer une déconnexion inédite entre la

valeur marchande de ces produits et leur diffusion ou leur utilité. Mais, d'une part, cela ne fait que rappeler la dichotomie inhérente à toute marchandise entre valeur et utilité, et, d'autre part, leur valeur marchande s'affaiblit, jusqu'à s'annuler dans certains cas, au fur et à mesure que leur coût de production est réparti sur une quantité immense.

Une meilleure compréhension de la théorie de la valeur-travail pourrait être amorcée par un examen *a contrario*. Pourquoi constate-t-on d'ores et déjà une difficulté du capitalisme à poursuivre une dynamique d'accumulation forte dans les régions anciennement développées ? Parce que les besoins sociaux se tournent de plus en plus vers des services d'ordre qualitatif, comme la culture, l'éducation, la santé, dans lesquels les gains de productivité sont et resteront faibles, voire inexistantes. On voit bien le lien entre la difficulté d'obtenir des gains de productivité et produire de la valeur, ce qui, comme le disaient à l'unisson Marx et Gorz, est l'expression même de la crise du capitalisme. Et la crise écologique est aussi, en un certain sens, une crise de la production de valeur qui se heurte au mur de la richesse autre qu'économique. En d'autres termes, la crise globale à laquelle le monde est confronté est une crise de la marchandisation qui ne peut être résumée par le seul aspect de la « démesure humaine », qu'on ne peut certes nier mais qu'on aurait tort de situer « hors-sol » comme une malédiction naturelle.

Cette discussion théorique peut rebuter par son côté ardu. Mais il faut bien en voir les conséquences pratiques immédiates : l'impact des dégâts occasionnés aux écosystèmes ou bien celui du changement climatique ne peuvent être estimés à l'aune du calcul économique traditionnel dont la procédure usuelle de l'actualisation est irrémédiablement cantonnée à un horizon étroit et probabilisable.

Les valeurs inspirent et commandent nos choix d'organisation de la société, mais ce ne sont pas elles qu'on mesure

La recherche d'indicateurs de richesse alternatifs n'a de sens que si la distinction, en termes de mesure, entre la sphère des *valeurs* et celle de la *valeur* est radicalement maintenue. Telle était la critique que j'avais proposée du rapport de la Commission Stiglitz dans laquelle je récusais la possibilité d'intégrer dans le PIB le temps libre, le lait maternel, la lumière du soleil, la qualité des relations humaines, le don de soi, etc.

Une fois dit cela, il faut pouvoir intégrer, dans la sphère économique – objet de la mesure –, le fait que, parmi les déterminants de la valeur, il y a les représentations collectives. Mais ces représentations collectives n'exercent pas leur influence hors sol. C'est ce qu'exprime la théorie de la valeur-travail : les conditions sociales et techniques de production déterminent la valeur des marchandises. Il faut entendre les conditions sociales comme les rapports sociaux, la quantité de travail, l'organisation du travail et les représentations collectives, ces dernières au sens où Maurice Godelier avait dit que l'idéal fait partie du matériel. C'est ainsi qu'il faut comprendre que la valeur est l'objet d'une détermination sociale, non pas hors sol, mais enracinée dans le réel.

La thèse qui fait florès aujourd'hui est bien exprimée par Éloi Laurent : « ce sont les valeurs qui déterminent les prix, et non l'inverse » (p. 224). Cette thèse est boiteuse, pour ne pas dire

fausse. Elle représente ce que j'appelle une théorie hors sol. Une thèse analogue a prévalu dans les années 1980 à 2000 au sujet de la financiarisation, thèse développée au sein de certains courants hétérodoxes voulant retrouver un message de Keynes : les prix des titres financiers seraient purement autoréférentiels, sans lien avec l'économie dite réelle. Or cette thèse a été anéantie par la crise qu'on peut analyser comme un « retour sur terre », un rappel violent à la loi de la valeur.[4] Par ailleurs, la crise a bien sûr ruiné la croyance répandue par les thuriféraires des marchés financiers sur la prétendue capacité de ceux-ci à engendrer de la richesse et de la valeur.

Dans le contexte de crise globale du capitalisme qui ajoute à sa dimension classique de suraccumulation un caractère écologique inédit tenant à la difficulté indépassable d'assurer une reproduction du système à une échelle toujours plus grande, la tension reste néanmoins forte entre ceux qui tentent d'intégrer ces deux pôles et ceux qui accordent la priorité à l'un ou l'autre. Cette tension prend souvent la forme de la question : la « critique de l'économie politique » telle que l'a inaugurée Marx est-elle obsolète ? Certains l'affirment, mais mon hypothèse est qu'ils confondent les deux registres de raisonnement étudiés ci-dessus.

En effet, l'activité économique s'insère obligatoirement dans des rapports sociaux et dans une biosphère. On ne peut donc se passer de la nature pour produire collectivement des valeurs d'usage et on ne peut lui substituer indéfiniment des artéfacts. Pour autant, peut-on en conclure que le travail ne serait plus la source de la valeur monétaire que se répartissent à grand renfort de luttes travail et capital, et que cette valeur proviendrait de la nature ? Ce serait nier l'incommensurabilité de la nature et de l'économie et ce serait ne pas voir que, si la nature est une richesse, elle ne crée pas de valeur, tout en étant indispensable à la création de valeur ! Ainsi, le circuit de la richesse en termes de valeurs d'usage permettant de satisfaire les besoins humains relie le travail et la nature, tandis que le circuit de la valeur, donc strictement économique, relie les humains entre eux et entre eux seulement.[5] De plus, il ne fait pas de doute que ce dernier circuit est parasité, « court-circuité » par l'exigence de profit posée par le capital. Ma conclusion est que, si on abandonnait les catégories de la critique de l'économie politique pour celles exclusives d'une certaine écologie qui surplomberaient tout, on se condamnerait à une démarche bancal, inverse et miroir de celle qui a conduit à nombre des échecs prétendument socialistes du XX^e siècle.

Cette discussion part de la mesure de la valeur, puis nous fait quitter l'économie pour rejoindre la globalité du social, au passage nous rappelle la distinction entre richesse et valeur, et enfin nous fait ramener l'économie à la place qu'elle n'aurait pas dû quitter. C'est la condition pour que la « social-écologie » ne se noie pas dans le calcul.

[1] Voir J.M. Harribey, « [Richesse : de la mesure à la démesure, examen critique du rapport Stiglitz](#) », *Revue du MAUSS*, n° 35, 1er semestre 2010, p. 63-82.

[2] « [L'économie des écosystèmes et de la biodiversité](#) », p. 4.

[3] Je laisse de côté ici la question de l'influence de la circulation et de la concurrence des capitaux le taux de profit et les prix.

[4] Voir J.M. Harribey, « [Crise globale, développement soutenable et conceptions de la valeur, de la richesse et de la monnaie](#) », Forum de la Régulation, 1-2 décembre 2009, Paris, « Les défis analytiques et pratiques posés aux économistes par les crises et les problèmes de régulation : terrains et méthodes en question ».

[5] Voir J.M. Harribey, *Raconte-moi la crise*, Le Bord de l'eau, 2009, chapitres 11 à 14.